

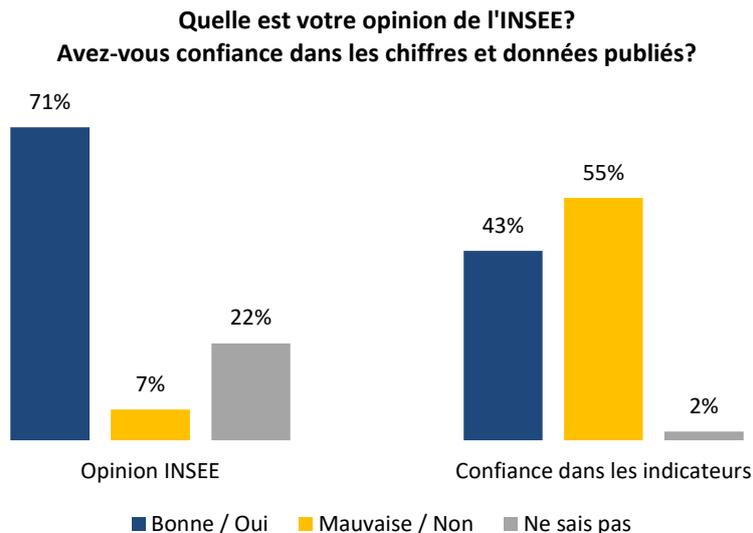
Statistiques publiques et démocratie : un lien essentiel

Jeudi 24 novembre 2016

Dans un contexte de montée des défiances et d'intensification du flux d'informations, le présent flash s'interroge sur le rôle des statistiques publiques dans le débat démocratique.

1. Confiance institutionnelle, défiance opérationnelle : un constat paradoxal

A l'instar de ses homologues internationaux, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) français dispose du monopole en matière de production de la statistique publique. L'opinion des utilisateurs et, plus largement, du grand public, sur l'institution et les données produites est donc un enjeu majeur pour la qualité du débat économique et social. Dans un **sondage** conduit en mai 2015¹, l'institut CSA dresse un **constat paradoxal** : si une très nette majorité de répondants disent avoir une bonne opinion de l'INSEE, seulement une minorité a « tout à fait » ou « plutôt confiance » dans les chiffres et les données publiés. Le premier motif de **défiance** est, de loin, de nature **politique** : ainsi, 52 % des Français qui n'ont pas confiance dans les chiffres et les données publiés sur la situation économique et sociale de la France citent pour première raison le fait que « *les hommes politiques leur font dire ce qu'ils veulent* ». Les deux autres principaux motifs sont, d'une part, le **décalage « micro-macro »** (« *ces chiffres ne correspondent pas à la situation que je vis* ») et, d'autre part, la **difficulté de compréhension** (« *je ne sais pas à quoi correspondent ces chiffres ni comment ils sont fabriqués* »).



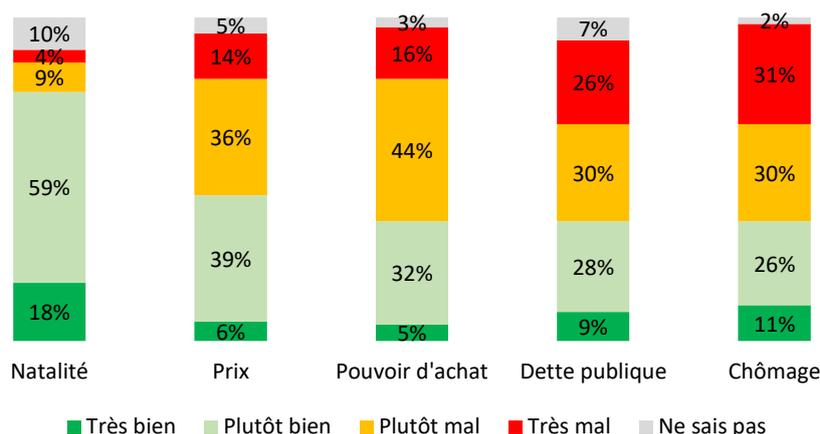
Source : Afep à partir de CSA pour INSEE.

2. Indicateur par indicateur : des opinions variables

Au-delà du sentiment général exprimé ci-dessus, la **confiance** dans les chiffres publiés **varie sensiblement** selon l'indicateur analysé. Deux catégories de données semblent se dessiner : d'un côté, les **statistiques démographiques** ; de l'autre, les **indicateurs socio-économiques**. Dans le premier cas, la crédibilité semble élevée : ainsi, près de 8 Français sur 10 estiment que le **taux de natalité** et les données du **recensement** de la population reflètent bien la réalité de la situation. En revanche, dans le second cas, au moins un Français sur deux juge que l'indicateur reflète mal la « vraie vie » : 50 % pour l'évolution des **prix**, 56 % pour la **dette publique**, 60 % pour le **pouvoir d'achat** et 61 % pour le taux de **chômage**. Pour la dette et le chômage, le ratio des jugements les plus négatifs est particulièrement élevé (26 % et 31 %). Tout se passe comme si l'adhésion à un indicateur dépendait de son **degré perçu d'objectivité**, les données démographiques apparaissant, à cet égard, plus fiables et/ou directement observables (naissances, décès). En revanche, le jugement négatif sur les indicateurs de pouvoir d'achat et de taux de chômage est sans doute largement lié à la **difficulté de distinguer situations personnelle et collective**.

¹ Echantillon national représentatif de 1 004 personnes de 18 ans et plus, méthode des quotas.

Crédibilité de chaque indicateur



Source : Afep à partir de CSA pour INSEE.

Note de lecture : pour 18 % des Français, le taux de natalité reflète « très bien » ce qui se passe réellement en France.

Les réponses sur la **dette publique** sont plus surprenantes dans la mesure où il s'agit d'un indicateur « macro » à forte traçabilité (des émissions obligataires régulières et relativement centralisées). Parmi les hypothèses explicatives, l'indicateur est peut-être « **victime de son succès** » dans un contexte où la question de la dette publique a quitté les cercles spécialisés pour investir le débat public. Autre hypothèse, certes plus sophistiquée : la question de la **dette « implicite »** (engagements futurs hors périmètre de la dette maastrichtienne) qui alimente le sentiment d'une « ardoise cachée ».

3. Confiance et qualité : deux enjeux majeurs pour la statistique publique

Les résultats qui précèdent doivent interpellier les spécialistes et les non-spécialistes : comme l'écrit Jean-Michel Charpin, ex-DG de l'INSEE, « *la légitimité de la statistique ne découle pas uniquement de la science et du pouvoir politique, elle dépend aussi de son acceptation par l'opinion publique, de la confiance que celle-ci lui accorde* »². La **crédibilité** étant, selon ses termes, « *cumulative et asymétrique* », elle doit se travailler en continu pour répondre aux besoins des utilisateurs tout en maintenant une grande rigueur scientifique. On retrouve ici le difficile arbitrage entre **qualité** et **délais**, avec, au cours des années récentes, une priorité donnée au raccourcissement des seconds (unification monétaire et demande sociale). Or, bien que la France fasse partie des pays où les révisions sont les plus faibles, celles-ci existent encore. En ce qui concerne la **confiance**, la réforme de la gouvernance de 2008 a inscrit dans le droit l'**indépendance professionnelle** de la statistique publique. Ceci conforte une pratique existante qui repose sur un **capital humain** et un **processus de production** dont la qualité est reconnue à l'étranger. Il s'agit là d'un point important à l'heure de l'expansion de la normalisation internationale³, indispensable pour réaliser des comparaisons pertinentes. S'il semble vain d'espérer la disparition de la **défiante** envers les indicateurs dans un environnement de « *réceptivité élevée des médias et du milieu politique vis-à-vis des mouvements d'opinion* », un **élargissement du tableau de bord** dans trois directions (« *besoin de décrire la dispersion des performances et des conditions* », « *approche multidimensionnelle du progrès des sociétés et introduction de la problématique de la soutenabilité* ») pourrait, selon Charpin, utilement contribuer à la crédibilité d'ensemble de la statistique publique.

33 % de la valeur ajoutée dégagée par les grandes entreprises ; + 172 000 créations d'emploi au T2 et une croissance du PIB de + 0,2 % : issus des trois derniers flashes, ces chiffres ne sont qu'une illustration parmi d'autres de l'abondance de données dans le domaine public. La montée conjointe de la « religion du chiffre » et du rejet radical des statistiques publiques sont deux dangers pour la démocratie. Pour les affronter, les professionnels du chiffre doivent allier pédagogie, indépendance et ouverture en s'inscrivant dans la durée. De leur côté, les utilisateurs sont invités à faire davantage preuve d'esprit critique à l'heure de décrypter des représentations synthétiques sans jamais oublier la célèbre phrase de William Deming, statisticien nord-américain : « Without data, you're just another person with an opinion ».

² « *Statistiques : les voies de la confiance* », J.-M. Charpin, Revue économique, 2010/3.

³ « *L'information statistique en perspective : six grands changements* », J.-M. Charpin, Revue d'éco. financière, n° 98-99, 2010.